

BZS Info = OFPC Info = UFPC Info

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **43 (1996)**

Heft 5

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Révision de la législation sur les constructions de protection civile

D'importantes économies à la clé

La législation sur la protection civile entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1995 constitue le cadre légal de la réforme de l'institution. En ce qui concerne les constructions de protection civile, la nouvelle législation a amené des modifications qui auront d'importantes répercussions dans le domaine financier. Par rapport à la conception 71, la réforme 95 permet de réaliser de substantielles économies d'ici à l'an 2010. Le tableau synoptique ci-après met en parallèle les anciennes et les nouvelles dispositions pertinentes de la loi et de l'ordonnance sur les abris ainsi que de l'ordonnance sur la protection civile. Il indique en outre l'ampleur des économies réalisées.

Abris obligatoires

Loi sur les abris

Ancienne disposition

Art. 2

¹ Les propriétaires d'immeubles doivent aménager des abris et des voies d'évacuation dans tous les nouveaux bâtiments qui devraient normalement avoir des caves ainsi que lors de transformations importantes de bâtiments qui comprennent des caves.

Nouvelle disposition

Art. 2

¹ Les propriétaires d'immeubles doivent réaliser des abris (abris obligatoires) lors de la construction de bâtiments et d'importantes annexes qui sont habituellement pourvus de caves.

Ordonnance sur les abris

Ancienne disposition

Art. 2 Obligation de construire des abris en cas de transformation et d'agrandissement de bâtiments

¹ Sont réputés importants les transformations et agrandissements de bâtiments pourvus de caves construites dès l'origine ou ajoutées après coup, lorsque l'augmentation du nombre des places protégées obligatoires d'un bâtiment est de 10 pour cent au moins par rapport au nombre de places protégées calculé antérieurement pour le bâtiment en question, le nombre de places obtenues par transformation ou agrandissement ne devant, en outre, pas être inférieur à 5. Le nombre des places protégées obligatoires se calcule en fonction de la partie transformée du bâtiment.

² Les annexes destinées à un usage indépendant du bâtiment existant comptent comme nouvelles constructions.

³ Les transformations sont assimilées à de nouvelles constructions lorsque la nouvelle affectation du bâtiment transformé implique l'obligation de construire un abri.

Nouvelle disposition

Art. 2 Obligation de construire des abris lors de la réalisation d'annexes (art. 2, 1^{er} al.)

Une annexe est réputée importante si elle implique la création d'au moins cinq places protégées au sens de l'article 3.

Ancienne disposition

Art. 3 Nombre de places protégées

¹ Les différents genres de bâtiments doivent répondre aux exigences suivantes (places protégées obligatoires):

- a. Maisons d'habitation,
maisons de vacances
- | |
|---|
| 1 place protégée
par pièce habitable |
|---|

Nouvelle disposition

Art. 3 Nombre de places protégées

¹ Le nombre de places protégées obligatoires est déterminé comme il suit:

- a. Pour les maisons d'habitation et les maisons de vacances:
- | | |
|--|---|
| 1. de 9 pièces habitables
au maximum: | 1 place protégée
par pièce habitable |
| 2. à partir de 10 pièces habitables: | 2 places protégées pour
3 pièces habitables, mais
au moins 9 places protégées |

b. Hôpitaux et homes	1 place protégée par lit de patient	b. Pour les hôpitaux et les homes:	1 place protégée par lit de patient
c. Hôtels, camps de vacances	1 place protégée pour 2 lits d'hôtes	c. Pour les hôtels, les restaurants, les écoles, les camps de vacances, les locaux d'instruction, de réunion et de divertissement (cinémas, théâtres, etc.), les églises et les bâtiments destinés au culte:	1 place protégée pour 60 m ² de superficie brute par étage
d. Restaurants, locaux de divertissement (cinémas, théâtres, etc.), écoles, locaux d'instruction et de réunion, églises et bâtiments destinés au culte	1 place protégée pour 2 places	d. Pour les bureaux, les bâtiments administratifs, les petits magasins et les grandes surfaces:	1 place protégée pour 60 m ² de superficie brute par étage
e. Bureaux et bâtiments administratifs	1 place protégée pour 2 postes de travail, mais au moins 1 place protégée pour 40 m ² de superficie brute par étage	e. Pour les entreprises industrielles et artisanales (fabriques, ateliers):	1 place protégée pour 200 m ² de superficie brute par étage
f. Entreprises industrielles et artisanales (fabriques, ateliers)	1 place protégée pour 2 postes de travail, mais au moins 1 place protégée pour 150 m ² de superficie brute par étage	f. Pour les entrepôts, les bâtiments d'exposition permanente ou de foire:	1 place protégée pour 400 m ² de superficie brute par étage
g. Magasins de vente au détail, grands magasins	1 place protégée pour 40 m ² de superficie brute par étage		
h. Entrepôts, bâtiments d'exposition permanente ou de foire	1 place protégée pour 300 m ² de superficie brute par étage		

Les nouveaux critères applicables à la construction d'abris obligatoires permettent de réduire de quelque 30 pour cent le nombre de places protégées à créer par rapport aux anciennes exigences. Cette modification a notamment été décidée en raison du fait que le besoin en places protégées a tendance à diminuer, la sur-

face dont dispose une personne dans sa maison d'habitation et sur le lieu de travail s'étant en effet sensiblement accrue ces dernières décennies. Par ailleurs, l'obligation de construire des abris en cas de transformation d'immeubles a été supprimée. Seule la construction de nouveaux bâtiments ou d'importantes annexes im-

plique désormais la réalisation de places protégées. Ces mesures entraînent des économies annuelles de l'ordre de 40 millions de francs, économies qui profiteront intégralement aux maîtres d'ouvrages – c'est-à-dire avant tout à des particuliers – et par conséquent aussi aux locataires.

Abris publics

Loi sur les abris

Ancienne disposition

Art. 5

La Confédération participe, compte tenu de la capacité financière des cantons, à raison de 30 à 70 pour cent aux frais de construction et d'équipement:

- a. Des centres opératoires et des salles de soins protégés ainsi que des hôpitaux de secours (art. 3);
- b. Des abris publics comptant:
 - 1. Au moins 100 places protégées;
 - 2. Au moins 25 places protégées, si ces abris sont situés dans des communes ou des parties éloignées de communes qui comptent moins de 200 habitants.

Nouvelle disposition

Art. 5

La Confédération participe, en fonction de la capacité financière des cantons, à raison de 30 à 70 pour cent:

- a. Aux frais de construction, de modernisation et d'équipement:
 - 1. Des centres opératoires protégés,
 - 2. Des abris publics nécessaires à la protection de 90 pour cent – ou 80 pour cent sur décision du Conseil fédéral – de la population résidante permanente, si ces abris comptent au moins 50 places protégées ou douze places protégées lorsqu'ils sont situés dans des communes ou des groupements d'habitations de moins de 200 habitants.

Construzioni de l'organisation et du service sanitaire

Ordonnance sur la protection civile

Ancienne disposition

Art. 103 Genre, nombre et emplacement (art. 68)

¹ Le genre, le nombre et l'emplacement des constructions sont déterminés en fonction de l'importance et du développement de la commune et des établissements, ainsi que de leur planification en matière de protection civile.

² Les postes sanitaires de secours et les postes sanitaires doivent permettre l'admission de 0,7 pour cent et de 0,65 pour cent de la population respectivement. Leur nombre et leur emplacement sont déterminés par le canton après consultation de l'office fédéral.

Nouvelle disposition

Art. 53 Genre, nombre et emplacement

(art. 5, 2° al., let. a; art. 52, 2° et 3° al.)

¹ Le genre et le nombre des postes de commandement et des postes d'attente à réaliser sont fixés dans des prescriptions édictées par l'office fédéral.

² Tant les postes sanitaires de secours que les postes sanitaires doivent en principe permettre l'admission de 0,5 pour cent de la population résidante permanente. Le nombre et l'emplacement de ces ouvrages sont déterminés par le canton en application des prescriptions édictées par l'office fédéral.

Ordonnance sur les abris

Ancienne disposition

Art. 8

Les centres opératoires protégés avec salles de soins et les hôpitaux de secours doivent permettre l'admission de 0,65 pour cent de la population. Leur nombre et leur emplacement sont déterminés par le canton après consultation de l'office fédéral.

Les restrictions découlant de ces modifications législatives ainsi que d'autres mesures telles la diminution de la taille de certains types de postes de commandement et postes d'attente ou la suppression des lo-

caux à matériel protégés destinés aux petites formations indépendantes permettront de réduire d'un milliard de francs les investissements consacrés aux constructions publiques de protection. Ces économies

Nouvelle disposition

Art. 8

Les centres opératoires protégés doivent permettre l'admission de 0,5 pour cent de la population résidante. Leur nombre et leur emplacement sont déterminés par le canton d'après des directives de l'office fédéral.

profiteront pour moitié à la Confédération, d'une part, aux cantons et aux communes, d'autre part. ▣

Grazie alla revisione della legislazione sull'edilizia di protezione civile

Sono possibili grossi risparmi

Con la revisione della pertinente legislazione, la riforma della protezione civile è stata ancorata nella legge. Segnatamente nel settore dell'edilizia di protezione civile le modifiche della legislazione implicano anche importanti conseguenze sul piano finanziario, permettendo, entro l'anno 2010, cospicui risparmi rispetto alla Concezione della protezione civile del 1971. Il compendio presentato su queste pagine traccia un confronto tra le vecchie e le nuove disposizioni legali, dando inoltre un'idea dell'ordine di grandezza dei possibili risparmi.

Rifugi obbligatori

Legge sull'edilizia di protezione civile

vecchia

Art. 2

¹ I proprietari d'immobili devono sistemare rifugi e vie d'evacuazione in ogni nuova costruzione provvista solitamente di cantine come pure in caso di trasformazioni essenziali di edifici con cantine.

nuova

Art. 2

¹ I proprietari d'immobili sono tenuti a realizzare rifugi in tutte le nuove costruzioni e aggiunte importanti solitamente provviste di interrati.

Ordinanza sull'edilizia di protezione civile

vecchia

Art. 2 Obbligo di costruire rifugi in caso di trasformazione o ampliamento di edifici

¹ Sono considerati importanti gli ampliamenti e le trasformazioni di edifici provvisti di cantine, edificate al momento della costruzione dello stesso oppure aggiunte in un secondo tempo, che provocano un aumento dei posti protetti obbligatori pari al 10 per cento o più rispetto al numero dei posti protetti calcolato per l'edificio esistente, a patto che tale numero aumenti di almeno 5 unità. La parte dell'edificio che è stata trasformata è determinante per il calcolo del numero di posti protetti obbligatori.

² Le aggiunte destinate ad un uso che non dipende dall'edificio esistente sono considerate costruzioni nuove.

³ Le trasformazioni sono considerate costruzioni nuove quando l'edificio viene adibito ad altro uso, per il quale persiste l'obbligo di costruire un rifugio.

vecchia

Art. 3 Numero dei posti protetti

¹ I diversi generi di edifici devono rispondere alle seguenti esigenze (posti protetti obbligatori):

- a. Case d'abitazione e di vacanza: 1 posto protetto per camera
- b. Ospedali, ricoveri e asili: 1 posto protetto per letto di paziente
- c. Alberghi, colonie d'ospite: 1 posto protetto per 2 letti
- d. Ristoranti, luoghi di divertimento (cinematografi, teatri, ecc.), scuole, locali d'insegnamento e di riunione, chiese ed edifici di culto: 1 posto protetto per 2 posti
- e. Uffici ed edifici amministrativi: 1 posto protetto per 2 posti di lavoro, ma almeno 1 posto protetto per 40 m² di superficie totale per piano
- f. Stabilimenti industriali e artigianali (fabbriche, officine): 1 posto protetto per 2 posti di lavoro, ma almeno 1 posto protetto per 150 m² di superficie totale per piano
- g. Negozi, grandi magazzini: 1 posto protetto per 40 m² di superficie totale per piano
- h. Depositi, edifici o padiglioni di esposizione o di fiera permanenti: 1 posto protetto per 300 m² di superficie totale per piano

nuova

Art. 2 Obbligo di costruire rifugi in caso di aggiunte (art. 2 cpv. 1)

Sono considerate importanti le aggiunte agli edifici che implicano la creazione di almeno cinque posti protetti, calcolati giusta l'articolo 3.

nuova

Art. 3 Numero dei posti protetti

¹ Il numero dei posti protetti obbligatori da realizzare è determinato come segue:

- a. per case d'abitazione e di vacanza:
 - 1. con 9 locali abitabili al massimo: 1 posto protetto per locale abitabile
 - 2. a partire da 10 locali abitabili: 2 posti protetti per 3 locali abitabili, ma almeno 9 posti protetti
- b. per ospedali, ricoveri e asili: 1 posto protetto per letto di paziente
- c. per alberghi, ristoranti, scuole, colonie, locali d'insegnamento e di riunione, luoghi di divertimento (cinema, teatri, ecc.), chiese ed edifici di culto: 1 posto protetto per 60 m² di superficie lorda per piano
- d. per uffici ed edifici amministrativi, negozi, grandi magazzini: 1 posto protetto per 60 m² di superficie lorda per piano
- e. per stabilimenti industriali e commerciali (fabbriche, officine): 1 posto protetto per 200 m² di superficie lorda per piano
- f. per depositi, edifici o padiglioni di esposizione o di fiera permanenti: 1 posto protetto per 400 m² di superficie lorda per piano

Giusta le nuove esigenze relative alla costruzione di rifugi obbligatori, la produzione di posti protetti viene ridotta del 30 per cento circa. Con questa misura si è tenuto conto soprattutto del fatto che oggi giorno

le superfici d'abitazione e di lavoro vengono sfruttate meno intensamente rispetto al passato. Inoltre viene a cadere l'obbligo di costruire rifugi in caso di trasformazioni, il quale rimane però in vigore per le ag-

giunte importanti. Grazie a queste modifiche si risparmiano annualmente quasi 40 milioni di franchi, tutti a favore dei futuri committenti (prevalentemente privati) e quindi anche dei locatari.

Rifugi pubblici

Legge sull'edilizia di protezione civile

vecchia

Art. 5

¹La Confederazione, tenuto conto della capacità finanziaria dei Cantoni, sussidia il 30-70 per cento delle spese di costruzione e di equipaggiamento:

- a. dei centri operatori e delle sale di cura protetti, come pure degli ospedali di soccorso (art. 3);
- b. dei rifugi pubblici con:
 1. almeno 100 posti protetti;
 2. almeno 25 posti protetti, se si trovano in Comuni o frazioni discoste con meno di 200 abitanti.

nuova

Art. 5

¹La Confederazione, tenuto conto della capacità finanziaria dei Cantoni, sussidia il 30-70 per cento:

- a. delle spese di costruzione, di ammodernamento e di equipaggiamento:
 1. dei centri operatori protetti,
 2. dei rifugi pubblici necessari per la protezione del 90 per cento - oppure, su decisione del Consiglio federale, dell'80 per cento - della popolazione con dimora fissa, con almeno 50 posti protetti, oppure con almeno 12 posti protetti se il rifugio si trova in un Comune o in una frazione discosta con meno di 200 abitanti.

Impianti dell'organizzazione e del servizio sanitario

Ordinanza sulla protezione civile

vecchia

Art. 103 Genere, quantità e ubicazione (art. 68)

¹Genere, quantità e ubicazione degli impianti devono adattarsi all'importanza nonché allo sviluppo dei Comuni e degli stabilimenti, come anche alla loro pianificazione di protezione civile.

²I posti sanitari di soccorso devono permettere di accogliere lo 0,7 per cento, i posti sanitari lo 0,65 per cento della popolazione. Il loro numero e la loro ubicazione sono determinati dal Cantone, dopo aver sentito l'Ufficio federale.

nuova

Art. 53 Genere, numero e ubicazione (art. 5 cpv. 2 lett. a e art. 52 cpv. 2 e 3)

¹Genere, numero e ubicazione dei posti di comando e degli impianti d'apprestamento da costruire sono determinati secondo le prescrizioni dell'Ufficio federale.

²I posti sanitari di soccorso e i posti sanitari devono di regola permettere di accogliere lo 0,5 per cento della popolazione con dimora fissa. Il loro numero e la loro ubicazione sono stabiliti dal Cantone secondo le prescrizioni dell'Ufficio federale.

Ordinanza sull'edilizia di protezione civile

vecchia

Art. 8

I centri operatori protetti dotati di sale di cura e gli ospedali di soccorso da attuare devono permettere l'accoglimento dello 0,65 per cento della popolazione. Il loro numero e la loro ubicazione sono stabiliti dal Cantone dopo aver sentito l'Ufficio federale.

Accanto ad altre misure (quali p. es. la riduzione di alcuni tipi di posto di comando e di impianti d'apprestamento e l'abolizione dei locali del materiale protetti per le piccole formazioni indipendenti), le rinun-

nuova

Art. 8

I centri operatori protetti devono permettere di accogliere lo 0,5 per cento della popolazione residente. Il loro numero e la loro ubicazione sono stabiliti dal Cantone secondo le direttive dell'Ufficio federale.

ce che risultano da queste modifiche della legislazione sulla protezione civile comportano una riduzione degli investimenti nel settore delle costruzioni di protezione pubbliche dell'ordine di oltre un miliardo

di franchi, di cui metà a vantaggio della Confederazione e il rimanente a favore di cantoni e comuni. ▣